



Collectif Pouvoir d'agir

Présentation – mars 2013

Le collectif

Le collectif Pouvoir d'agir se compose de **personnes, associations locales et réseaux nationaux engagés dans la lutte contre l'exclusion sociale et politique**. Le collectif se compose aujourd'hui :

- de seize réseaux nationaux
- de membres individuels : chercheurs, militants, professionnels....
- de collectifs locaux en construction (groupes d'habitants, plateformes d'appui) dans plusieurs villes et régions de France – Ile de France (Nord est), Poitou-Charentes, Paca...
- de partenaires associés (organisations, associations intéressées par l'action du collectif)

Les réseaux fondateurs du collectif Pouvoir d'agir :



Collectif informel, Pouvoir d'agir est un espace d'échanges, de mise en réseau et d'appui, de réflexion et d'action, ouvert à tous, pour que les citoyens aient un réel pouvoir sur leur environnement et sur leur vie. Le collectif est au service de ses membres, personnes ou réseaux, il n'a pas vocation à les représenter ou à parler en leur nom.

Notre but est à la fois de travailler sur l'existant et en même temps de favoriser l'émergence.

- d'une part de contribuer à **développer les mobilisations citoyennes**, notamment dans les territoires les plus en difficultés
- d'autre part de **convaincre et faire des propositions aux pouvoirs publics** afin que le pouvoir d'agir des citoyens soit au cœur des politiques publiques.

Le pouvoir d'agir

Le pouvoir d'agir désigne, au sens large, « la capacité concrète des personnes (individuellement ou collectivement) d'exercer un plus grand contrôle sur ce qui est important pour elles, leurs proches et la collectivité à laquelle elles s'identifient » (définition de Yann Le Bossé)

Dans la vie citoyenne et démocratique, le pouvoir d'agir désigne **la capacité des citoyens à être acteurs des transformations de la société**, c'est-à-dire :

- leur capacité à **s'organiser pour mettre en place des actions** en réponse aux problèmes et priorités qu'ils identifient ;
- leur capacité à **peser sur les décisions** qui les concernent.

L'expression *renforcement du pouvoir d'agir* est une traduction française d'*empowerment* qui désigne à la fois la capacité d'exercer un pouvoir et le processus d'acquisition de cette capacité.

Le pouvoir d'agir s'inscrit dans le contexte propre à chaque situation, telle que celle-ci se présente « ici et maintenant ». Il dépend à la fois des opportunités qu'offre le terrain (cadre institutionnel et/ou structurel, ressources disponibles) et des capacités de la personne ou du collectif.

Notre approche est fondamentalement articulée à l'idée de justice sociale et d'une conception exigeante de la démocratie : il s'agit pour nous de favoriser le développement du pouvoir d'agir de ceux qui ne peuvent l'exercer, c'est-à-dire les personnes issues des milieux populaires ou socio-économiquement fragilisés, qui ne détiennent pas de positions de pouvoir dans la société et à qui cette capacité est déniée. Nous postulons et vérifions que les personnes, y compris vivant des situations de grande précarité, ont des capacités qu'il faut, dans leur intérêt et dans l'intérêt général, transformer en pouvoir d'agir sur toutes les dimensions de la vie sociale et politique.

Nous pensons que le pouvoir a la propriété de s'accroître: le développement du pouvoir des autres ne diminue pas forcément le mien !

Les actions que nous repérons, appuyons voire impulsions sont celles qui permettent à des gens de renforcer leur pouvoir sur leur vie (leur survie, leur santé, leurs projets, l'avenir de leurs enfants...), leur environnement (la vie dans leur quartier, la violence, les relations sociales, l'économie...) les politiques publiques (sociales, éducatives, logement, etc) et la politique.

Le processus de renforcement du pouvoir d'agir se traduit à trois niveaux :

- **Individuel** : le pouvoir personnel ou « pouvoir de... », passant par le développement des habiletés et compétences personnelles (confiance en soi, estime de soi, perception positive de soi, sentiment de compétence, d'utilité, d'efficacité, développement de la pensée critique).
- **Interpersonnel** : le pouvoir social ou « pouvoir avec... », passant par le développement de l'aide mutuelle, de la solidarité, de la capacité à agir avec les autres et de la constitution d'une force collective.
- **Organisationnel** : le pouvoir politique ou « pouvoir sur... », passant par le développement de la capacité à agir collectivement sur un environnement, pour le transformer. Il s'agit de l'émergence ou de la consolidation d'une force sociale pour acquérir collectivement une meilleure maîtrise sur sa vie, sur son environnement.

Le renforcement du pouvoir d'agir se situe dans une pédagogie de l'action. Il part de l'engagement d'habitants qui choisissent des actions très concrètes et ponctuelles. Les retours sur expériences, leurs éventuelles théorisations, peuvent inciter à élargir la dynamique territoriale et la transformation des habitants en citoyens...

Nos convictions

Pour le collectif, **le renforcement du pouvoir d'agir doit être au cœur des politiques publiques et de l'intervention de ceux qui agissent dans les territoires populaires, ruraux et urbains**. Cela nécessite **une évolution de notre culture politique** et un renouvellement de nos pratiques et postures professionnelles, politiques, militantes afin qu'elles laissent toute leur place et favorisent les initiatives citoyennes.

La notion de pouvoir d'agir questionne notre modèle politique hérité du 18^{ème} siècle ; il nous invite à l'approfondir et le renouveler. Nous pensons en effet :

- que notre vie démocratique doit reposer sur **une société civile forte**, capable de peser dans ses relations avec les élus et pouvoirs économiques en place ;
- qu'il est nécessaire de promouvoir une **citoyenneté active** des personnes ;
- que les **compétences** des personnes, ou le potentiel pour les acquérir, existent et doivent être développé(e)s ;
- que l'appartenance à **des groupes, l'action collective, les solidarités**, sont en soi créatrices de richesses et de vitalité démocratique ;
- qu'un rôle plus important des citoyens et la société civile permet d'atteindre davantage de **cohésion et justice sociale** ;
- Que chacun possède un **savoir** que l'ensemble de la société gagne à reconnaître, valoriser et mettre en action ;
- Que le projet d'**éducation populaire** reste urgent : avoir des droits ne suffit pas, encore faut-il le pouvoir d'exercer ces droits c'est-à-dire lever les obstacles externes et internes à la personne, à sa communauté. L'éducation confère à l'individu un capital culturel, qui est un avantage comparatif dans la vie économique et civique.
- qu'une démocratie vivante ne doit pas nier mais au contraire **reconnaître et organiser les relations de pouvoir**.

Notre analyse - Remettre le pouvoir et l'action au cœur des idées et pratiques

Nous vivons un moment particulier de fin de cycle qui constitue à la fois un risque fort de désintégration économique, sociale et politique mais également une opportunité de transformation accélérée:

- Sur le plan du fonctionnement des institutions publiques dont le mode de régulation extrêmement délégataire est miné : l'affaiblissement du lien politique (abstention,...), l'épuisement de l'État providence mettent en danger le principe démocratique, mais la conscience de cet affaiblissement rend possible d'engager une transformation des modes d'exercice du pouvoir et de la conception de la mise en œuvre des politiques publiques.
- La société civile s'est dorénavant et déjà transformée: le potentiel citoyen n'a cessé de croître (éducation, information, internet, etc). L'individualisation des trajectoires ne se traduit pas que par l'individualisme, mais aussi par le développement des capacités individuelles qui peuvent être mobilisées dans une démarche de renforcement du pouvoir d'agir collectif.
- Dans un contexte de changements économiques qui accélèrent à la fois la crise de l'Etat-Providence et les inégalités sociales, et rendent inéluctables des transformations jusqu'alors repoussées.

Il y a la nécessité et la place pour un **changement d'approche de la place et du rôle de la société civile** non pas à la place du service public mais comme une des conditions pour sa survie et sa mise en œuvre plus efficace.

Le contexte actuel semble favorable à la diffusion des idées et pratiques de renforcement du pouvoir d'agir, notamment dans le cadre des réflexions sur une refondation de la politique de la ville, sur l'efficacité réelle des démarches de concertations menées en France depuis une quinzaine d'années, mais aussi en raison des difficultés rencontrées par nombre d'acteurs intervenant dans les quartiers populaires, qu'ils soient publics, associatifs ou privés. Beaucoup de citoyens, d'intervenants, d'élus, de militants, de fonctionnaires, sont conscients de la nécessité d'évoluer, pour sortir de l'impasse démocratique et sociale dans laquelle beaucoup ont le sentiment de se trouver.

Nos analyses sur les démarches participatives menées en France depuis une quinzaine d'années et sur trente années de politique de la ville, nous amènent au constat suivant :

- **les projets viennent le plus souvent « d'en haut »** : ils sont définis par des élus, institutions et associations d'un territoire en fonction de leur propre agenda et non des préoccupations des habitants ;
- **la question du pouvoir est évacuée** : les personnes se mobilisent si elles se sentent utiles et que leur action a un impact sur le cours des choses, ce qui, dans les conditions de participation qui leur sont ouvertes, n'est pas le cas le plus souvent ;
- **les projets considèrent les personnes comme des destinataires, non comme des ressources.** Le plus souvent, les personnes sont associées à participer au diagnostic sur des problèmes particuliers, beaucoup moins souvent à l'identification de priorités et de stratégies à même de répondre à ces problèmes, encore moins souvent à identifier elles-mêmes ce sur quoi il faudrait agir ;

- **les approches individuelles sont favorisées** : le plus souvent, les dispositifs s'adressent à des citoyens, pris individuellement, et ne misent pas sur la solidarité et les actions collectives ;
- **les acteurs locaux ne vont pas vers les personnes les plus éloignées de l'espace public** et globalement les horaires, lieux de réunions et le langage utilisé, sont inadaptés à leur participation ;
- **il existe une méfiance, voire une peur des dynamiques citoyennes**, de la part des acteurs institutionnels et parfois des acteurs associatifs, ces dynamiques étant suspectées de défendre des intérêts particuliers ou d'ajouter de l'imprévu à l'action que chacun mène.

Ces constats font apparaître la nécessité de **travailler avec tous les acteurs du processus démocratique**, afin de transformer nos représentations et pratiques.

- avec les citoyens, afin de construire des actions collectives qui reposent sur leurs convictions et préoccupations, et s'appuient sur leurs ressources ;
- avec des acteurs associatifs présents dans ces territoires, afin qu'ils constituent des points d'appui à ces dynamiques émergentes ;
- avec les élus, afin de convaincre de la nécessité d'ouvrir des espaces pour les dynamiques citoyennes émergentes, portées par les habitants, dans les politiques publiques ;
- avec les professionnels des collectivités et structures publiques, afin qu'ils transforment leurs manières d'intervenir dans les territoires populaires et apprennent à travailler avec des dynamiques autonomes d'habitants ;

Il s'agit donc pour nous d'être des facilitateurs, des passeurs, des intermédiaires entre les acteurs, c'est à dire à la fois :

- **de favoriser l'émergence d'actions collectives autonomes, portées par les citoyens**
- **de libérer de l'espace pour les dynamiques citoyennes autonomes, dans les politiques publiques et la manière dont elles sont mises en place.**

Nos méthodes pour des démarches ascendantes

Nous ne diffusons pas une « recette » mais défendons des « ingrédients », des manières de faire qui permettent de renforcer le pouvoir d'agir des citoyens.

Pour que les citoyens acquièrent davantage de pouvoir sur leur vie et leur bien-être, il apparaît urgent de relever trois défis démocratiques : retisser le tissu social et économique, renouveler les méthodes de mobilisation, les intégrer dans la conduite des politiques.

Élargir l'espace du politique :

Nous devons lutter contre l'exclusion de la vie démocratique d'une partie importante de la population, la montée de la défiance, du sentiment d'impuissance et le manque de représentation des catégories populaires dans les mécanismes démocratiques.

Pour cela, nous encourageons les méthodes qui visent à :

- aller vers les personnes là où elles sont (porte-à-porte, face-à-face, travail de rue, etc)
- favoriser l'accès à la parole et à l'espace public des personnes qui en sont éloignées ;

- accompagner l'émergence de porte-paroles et représentants issus des couches populaires de la société.
- développer la conscientisation des personnes sur le fonctionnement de la démocratie et leur place dans le système politique.
- assurer la transparence des données publiques pour améliorer le suivi de l'action publique : disponibilité, gratuité des informations
- soutenir les initiatives citoyennes et rendre transparents les conflits inévitables
- aider les élus à améliorer le fonctionnement et les mécanismes de la démocratie locale

Retisser les liens sociaux :

Nous devons lutter contre l'isolement des personnes, les replis communautaires de toutes sortes, le cloisonnement des actions menées par les associations et institutions sur les territoires.

C'est pourquoi nous encourageons les méthodes qui visent à :

- rapprocher des personnes, groupes et associations existant sur un même territoire, autour d'actions communes
- décroisonner les approches des acteurs présents sur les territoires, autour d'intérêts communs

Renouveler les méthodes de mobilisation :

Nous devons lutter contre le manque d'impact des mobilisations citoyennes sur les décideurs, les difficultés des organisations du mouvement social pour impliquer des citoyens, le décalage qui existe entre ces dernières et les préoccupations et ressources des citoyens. Il s'agit de donner la primauté au « faire ensemble », de développer des actions qui partent du vécu et aspirations des gens et s'appuient sur leurs ressources.

Ce qui doit être renforcé, c'est la capacité collective à être stratège et tacticien, à repérer les ressources, les opportunités et les leviers d'une situation pour se mettre en mouvement. A dimensionner l'action à ce potentiel pour remporter des « victoires » qui rendent plus fort.

C'est pourquoi nous encourageons les méthodes qui visent à :

- partir de l'expression du vécu des personnes et de leurs aspirations (intérêts, colères, espoirs, envies) ;
- permettre l'identification d'intérêts communs, d'objectifs partagés et de stratégies par les personnes concernées,
- s'appuyer sur les ressources actuelles et potentielles des personnes, travailler à leur développement,
- définir des objectifs concrets de transformation de l'environnement des personnes ou de la société, articulés à des finalités plus générale de justice sociale ;
- développer l'action de terrain, la présence dans l'espace public (campagnes, actions visibles)
- ...

Libérer de l'espace dans les politiques publiques

La transformation des institutions et des modalités de mise en œuvre des politiques publiques et d'exercice du pouvoir doit se faire dans le sens:

- D'une reconnaissance de la réalité et de l'utilité des conflits entre communautés d'intérêts, des rapports de force dans la vie de l'espace social et politique. Il ne peut pas y avoir de co-construction, de fabrication de consensus ou de compromis forts s'il n'y a pas construction forte des points de vue de toutes les parties, confrontation et négociation.
- S'agissant de la compétence et du savoir des citoyens, il y a une révolution copernicienne à réaliser au sein des institutions qui ont construit un déni et un mépris vis à vis de ces capacités.
- Des démarches (co-formation par exemple) démontrent que pour modifier le regard et les pratiques, il faut passer par la confrontation avec la réalité.
- La modification de l'élaboration des politiques dans les territoires, la refondation de projets de territoires peuvent être l'occasion de radicalement faire autrement et de débloquent de l'espace pour la co-construction et l'initiative citoyenne autonome.

ANNEXE

Origines de la dynamique et chemin parcouru depuis la création du collectif en 2010

Pouvoir d'agir a été créé en juin 2010 à l'initiative de la **Fonda** et de réseaux agissant dans des quartiers populaires : le Comité national de liaison des régies de quartier (**CNLRQ**), la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (**FCSF**), l'association des directeurs de plans locaux pour l'insertion et l'emploi (**EUROPLIE**), le Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée (**CNLAPS**) et l'inter-réseau des professionnels du développement social urbain (**IRDSU**). Ces réseaux ont publié en mai 2010 une lettre ouverte, « Valoriser les capacités citoyennes des quartiers populaires », en écho à la « Lettre à ceux qui ignorent les banlieues » publiée par Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois et président de l'association des maires Villes et banlieues, en mai 2010.

Cette lettre ouverte a trouvé un écho fort auprès d'autres réseaux et individus, dont certains ont rejoint le collectif; Son accueil est révélateur d'un mouvement de fond déjà à l'œuvre.

En 2011-12, le collectif Pouvoir d'agir a :

- **élargi sa composition** au niveau national et se compose début 2012 de seize réseaux nationaux (**Asmae-Association Sœur Emmanuelle** et **France Initiative** ont rejoint le collectif fin 2010. Puis, sur la base l'appel de janvier 2011, **ATD-Quart Monde**, **Minga**, **l'Institut Renaudot**, **BGE**, **l'AFEV**, **l'Unadel**, **l'ACEPP** et **Récit**, ont rejoint le mouvement)

Le collectif s'est aussi ouvert à des personnes et associations locales (réseau d'un millier de contacts membres ou intéressés par la démarche, informés régulièrement, réseau de partenaires associés) ;

- **précisé ses convictions communes** en publiant un texte d'appel « Pour mieux vivre ensemble, le pouvoir d'agir des citoyens » en janvier 2011 ;
- **précisé son projet** en adoptant en juin 2010 un plan d'action pour 2011-12, plan d'action adapté courant 2012 suite à la conférence de Vaulx-en-Velin ;
- **développé sa visibilité** dans l'espace public :
 - o ouverture du site internet (mai 2011),
 - o interventions au cours de nombreuses rencontres (assises de la politique de la ville d'Amiens, rendez-vous nationaux des réseaux membres, assises nationales de la médiation, cycle « démocratie en réseaux du conseil régional d'Ile-de-France...)
 - o publication d'une Tribune commune avec l'association des maires Ville et banlieue en avril 2012 (Libération) ;
- organisé un **premier séminaire national** des têtes de réseaux en octobre 2011 ;

- organisé une **première journée nationale d'échanges** le 16 mars 2012 au cours de la conférence internationale de Vaulx-en-Velin (« Le community organizing : développer le pouvoir des citoyens », 14 au 16 mars 2012, à l'ENTPE). Cette conférence a été l'occasion de vérifier qu'il existe une forte demande en France autour de ce thème, puisqu'elle a réuni plus de 450 acteurs sur les trois journées, dépassant largement les prévisions des organisateurs ;
- diffusé un **manifeste pour une politique ambitieuse de la ville et des quartiers populaires**, à l'occasion de la campagne présidentielle, en avril 2012. Le collectif a été invité à participer à la « concertation pour la refondation pour la politique de la ville », mise en place par le gouvernement, dont les travaux ont débuté en octobre 2012 et se terminent mi-janvier 2013.
- Travaillé cette question en interne des réseaux soit en la mettant à l'ordre du jour de leurs rendez-vous respectifs (Unadel, FCSF, CNLAPS,ASMAE), en la mettant en débat au sein de leurs instances (IRDSU, FCSF) – en invitant un autre acteur du collectif pour présenter la dynamique ou enfin en organisant des temps spécifique de sensibilisation au développement du pouvoir d'agir (FCSF).

A la rentrée 2012, les travaux du collectif s'orientent dans quatre directions :

- l'élaboration d'une **plateforme de propositions pour la politique de la ville**, publiée début janvier 2013, « Renforcer le pouvoir d'agir des habitants dans la politique de la ville » et signée par huit réseaux
- la préparation d'un **plan d'actions stratégiques pour 2013/15**
- la construction d'un **projet d'expérimentation de méthodes de mobilisation citoyennes sur cinq territoires, en partenariat avec la Fondation de France**
- Par ailleurs, le collectif Pouvoir d'agir a organisé entre septembre et décembre 2012 **trois rencontres thématiques et une rencontre locale de collectifs d'habitants** :
 - Pouvoir d'agir des citoyens et développement économique local, rencontre autour de Kent Hudson
 - Pouvoir d'agir des habitants dans la rénovation urbaine, en partenariat avec Centre SUD et le groupe APPUI, à Paris en octobre 2012
 - L'approche DPA (« développement du pouvoir d'agir des personnes et des groupes »), rencontre autour de l'association anda -DPA
 - la Foire des savoir-faire et envies d'agir citoyens, au 4N à St Denis, première rencontre locale de groupe d'habitants.